



Tayabas (Philippines)

Une monnaie verte : amener de l'éclairage et des revenus aux planteurs de cocotiers pauvres ¹

Nom de la politique : Projet « Rivière, Fibre et Électricité »

Date de début : 2007

Date d'achèvement : En cours

CONTEXTE

CONTEXTE GOUVERNEMENTAL

Contexte de la ville

La ville de Tayabas est située dans la province de Quezon (Philippines). Elle fut l'ancienne capitale du pays (1948-1976) et la plus grande ville de Metro Manila par sa population et sa surface. On y trouve la Chambre des représentants des Philippines à Batasan Hills et la source d'eau la plus importante de la métropole, Novaliches Reservoir.

¹ L'**Observatoire Villes Inclusives** est un espace d'analyse et de réflexion sur des politiques locales d'inclusion sociale. Il contient plus de soixante études de cas sur des politiques innovatrices en matière de développement communautaire, d'accès aux services de base, d'égalité des genres, de protection de l'environnement ou d'éradication de la pauvreté, entre autres. L'initiative a été mise en œuvre avec le soutien scientifique du Professeur Yves Cabannes de la University College of London (15 études de cas) et de l'équipe de chercheurs du Centre des Études Sociales (CES) de l'Université de Coimbra, qui a travaillé sous la direction du Professeur Boaventura de Sousa Santos (50 études de cas). Cet Observatoire a permis de détecter et d'étudier des expériences réussies susceptibles d'apporter des éléments capables d'inspirer d'autres villes dans la conception et la mise en place de leurs politiques d'inclusion sociale.

L'**Observatoire Villes Inclusives** a été créé par la Commission d'inclusion sociale, de démocratie participative et des droits humains de CGLU. **Cités et Gouvernements Locaux Unis** (CGLU) est la plateforme mondiale qui représente et défend les intérêts des gouvernements locaux auprès de la communauté internationale et travaille pour donner aux villes un plus grand poids politique dans la gouvernance mondiale. La **Commission d'Inclusion Sociale, de Démocratie Participative et des Droits Humains** a pour mission de contribuer à la voix commune des villes de CGLU en matière d'inclusion sociale, de démocratie participative et de droits humains. Elle vise aussi à guider les gouvernements locaux dans la conception de ces politiques et, dans ce sens, promeut des débats politiques, l'échange d'expériences et l'apprentissage mutuel entre villes du monde entier.

Pour de plus amples informations: www.uclg.org/cisdp/observatory.





Tayabas est une *component city*² de la province de Quezon, avec une population dépassant les 87 000 habitants (NSO, 2010). Elle est gouvernée par un maire, un adjoint au maire et 10 conseillers municipaux. Elle se subdivise en 66 *barangays* (la plus petite unité locale de gouvernement aux Philippines), dont 19 font partie de la *Poblacion*, 47 sont classées comme rurales et ont des surfaces allant de 10 hectares seulement à 3002,41 hectares. Le centre urbain compact occupe 82,15 hectares, qui représentent moins d'1% de la superficie totale (Ville de Tayabas, 2010).

Le mont Banahaw, situé à la frontière des provinces de Laguna et Quezon, est l'un des volcans actifs des Philippines. Les bénéficiaires de ce projet sont les communautés qui habitent le quartier du mont Banahaw.

Niveau de décentralisation du pays

La Constitution philippine de 1987 est fortement décentralisatrice. Les compétences, le pouvoir et les fonctions concernant la prestation et le financement des soins de santé, des affaires sociales et de l'éducation font partie des transferts du gouvernement national aux gouvernements locaux qui a eu lieu en 1992. L'un des bienfaits de la décentralisation a été de permettre l'expérimentation et l'innovation dans la prestation des services publics locaux, plusieurs pratiques innovantes ayant été identifiées depuis le transfert de compétences.³

Depuis cette époque, les Philippines ont rétabli leur système traditionnel de gouvernance connu sous le nom de *barangays*, et ce niveau institutionnel a été intégré dans le système formel de gouvernement local. Chaque municipalité ou ville des Philippines est constituée d'un certain nombre de villages ou *barangays*. L'État garantit et favorise l'autonomie des villes et des *barangays* pour assurer leur plein développement en tant que communautés autonomes.

Échelon institutionnel de mise en œuvre de la politique : Municipal et quartier

CONTEXTE SOCIAL

Près de 30% des plantations de cocotiers (1 million d'hectares environ) des Philippines sont situés dans des régions de montagne où les agriculteurs sont établis et gagnent en moyenne moins de 200 dollars par an. Ces zones se trouvent à une distance considérable des infrastructures électriques, ce qui signifie que les ménages d'agriculteurs n'ont pas accès à l'électricité. Il existe aux Philippines quelque 200 000 ménages dans cette situation, dont les bénéficiaires du projet qui habitent à proximité du mont Banahaw dans la province de Quezon (île de Luzon).

-
- 2 Le Code du Gouvernement local de 1991 (loi républicaine N° 7160) définit une *component city* comme une ville située à la frontière de deux provinces ou plus. Ce type de ville est considéré comme appartenant à la province dans laquelle elle était auparavant une municipalité.
 - 3 Quelques-unes de ces innovations visent à améliorer l'accès aux services de santé dans les *barangays* éloignés en construisant des cliniques satellites, en mettant en place du personnel de santé de façon stratégique, et en créant des partenariats avec le secteur privé et les volontaires individuels (Capuno, 2008-09).





DESCRIPTION COMPLÈTE

Présentation de la politique

La politique mise en œuvre dans la ville de Tayabas a pour but de réduire la pauvreté en générant des revenus et en créant des emplois, tout en garantissant l'accès à l'électricité (notamment l'éclairage) aux planteurs de cocotiers habitant sur les pentes du mont Banahaw dans la province de Quezon. Elle vise à mettre en œuvre un système de paiement alternatif et innovant permettant aux agriculteurs marginalisés (environ 200 000 dans les zones de montagne du pays) d'avoir accès à l'électricité. Ce programme utilise une technologie qui traite les noix de coco et transforme leur écale en fibre qui peut être utilisée pour payer l'électricité tandis que les excédents peuvent être vendus.

Les territoires où habitent les agriculteurs de plantations de cocotiers sont riches en ressources hydriques (rivières et ruisseaux). Le projet utilise les courants d'eau pour produire une électricité propre grâce à un micro-barrage installé sur le mont Banahaw qui, à son tour, approvisionne en énergie une installation de recharge des batteries. Les systèmes d'éclairage et les batteries ont été distribués pour apporter l'éclairage aux ménages dispersés dans la montagne. Les machines de tressage et tissage de la fibre ont aussi été distribuées et installées, les bénéficiaires ayant reçu une formation sur le traitement de la fibre de noix de coco et la fabrication de filets en fibre de noix de coco. Auparavant, de grandes quantités de noix étaient rejetées, laissées à pourrir ou utilisées comme combustible à brûler.

Le projet visait aussi à mettre un frein aux dégâts environnementaux causés par les communautés. Étant donné les contraintes physiques et financières que subissent les agriculteurs, – l'éloignement et la pauvreté –, ils avaient souvent recours pour survivre à des activités dangereuses pour l'environnement (par exemple, culture sur brûlis, fabrication de charbon de bois et exploitation clandestine du bois).

Suite à l'appréciation positive des premiers bénéficiaires, le projet a été étendu à d'autres fermiers.

Antécédents / Origine

La région de montagne de plantation de cocotiers possède quatre atouts clés : le courant des rivières pour la génération d'électricité, les coques de noix de coco rejetées, un marché potentiel et des agriculteurs désireux de participer au projet. Cependant, avant de mettre en œuvre le projet et d'envisager la fibre de coco comme un moyen d'existence alternatif et source de revenus pour les communautés de planteurs, il a fallu en évaluer la viabilité économique. Le projet a mené une étude complète des usages de la fibre de noix de coco, demande, prix et économie pour garantir que l'industrie de la fibre de coco aurait des marchés stables et pourrait assurer des moyens d'existence durables et viables pour les communautés.

Objectifs de la politique

La politique a pour objectif de transformer les conditions de vie des agriculteurs défavorisés habitant des régions isolées de montagne, en utilisant les atouts de la production locale (cocotiers) et la disponibilité des ressources naturelles (rivières et ruisseaux). Les objectifs du projet, identifiés et hiérarchisés au cours de consultations générales et de réunions avec la communauté des agriculteurs, sont au nombre de trois : (1) apporter l'électricité, (2) donner des





moyens d'existence, et (3) empêcher la destruction environnementale de la forêt de cocotiers qui est la source de revenus des communautés agricoles appauvries.

Le premier objectif – l'éclairage et, par conséquent, l'amélioration de la qualité de vie – a été soulevé par la communauté des planteurs. Au cours de séances d'analyse AFOM (Atouts, Faiblesses, Opportunités, Menaces) et d'analyse « de cause à effet » impliquant les fermiers et leurs familles, les membres de la communauté en général ainsi que des experts universitaires et des ONG, la communauté a formulé les deuxième et troisième objectifs convenant que les activités de subsistance durables garantiraient la continuité de leurs systèmes d'éclairage, leur permettant d'abandonner petit à petit les activités destructrices pour l'environnement qu'ils pratiquaient auparavant.

Chronologie de la mise en œuvre de la politique

En 2004 et 2005, des réunions de recherche et de consultation ont été tenues avec les bénéficiaires potentiels. Ces réunions ont été financées au début par l'Université des Philippines à Los Baños, et, plus tard, avec le soutien d'une société privée, LAMBS Agrimechanical Inc. L'Université et LAMBS ont mené une recherche sur l'équipement et ont fabriqué les prototypes sur leurs fonds propres.

En 2006, la Banque mondiale a octroyé un financement initial pour piloter et tester l'idée du projet. Le financement était géré par l'université et par le gouvernement local et il a servi à fournir le matériel, installer l'équipement et former les résidents. Le gouvernement local a mobilisé l'organisation locale du village et a encouragé les dirigeants à participer au projet et à le soutenir. Le gouvernement local et LABB ont aussi convenu de promouvoir la continuité du projet et son extension.

Par la suite, le député responsable du quatrième district de la province de Quezon a soutenu le projet et a fourni l'équipement initial suffisant pour approvisionner trois autres villes proches de Tayabas.

Ce projet ayant été conceptualisé et mis en œuvre par l'université, les organisations partenaires, la Banque mondiale, le gouvernement local et les bénéficiaires eux-mêmes, sa mise en œuvre a suscité peu de problèmes. LABB, une ONG locale en qui la communauté avait pleinement confiance, a dirigé les efforts pour organiser les résidents de la communauté et résoudre certaines questions. Pendant les étapes de conceptualisation et de mise en œuvre, tous les résidents – hommes, femmes, seniors et enfants – ont été écoutés et consultés dans une série de réunions.

LABB a aussi supervisé et suivi le projet. Les membres de la communauté ont élu une personne digne de leur confiance, qu'ils ont rendue responsable de la gestion et du suivi des progrès. Cela a, par exemple, permis de découvrir et de documenter certains aspects pratiques de l'initiative, tels que la fréquence de chargement des batteries, la quantité de fibre à produire, le prix de la production, etc.

Agents concernés

Le rôle de leadership de cette politique a été assumé par The Farming Systems and Soil Resources Institute de l'Université des Philippines à Los Baños, en partenariat avec d'autres





organisations locales et la Banque mondiale. L'Autorité de la Noix de Coco des Philippines, une agence du gouvernement philippin rattachée au département de l'Agriculture, est un partenaire important de cette politique, apportant son soutien au projet et à sa reproduction dans les programmes de fibre de noix de coco de cinq autres provinces qui sont sous sa juridiction. Le député responsable du quatrième district de la province de Quezon a soutenu le projet et a fourni l'équipement initial pour au moins trois autres villes proches de Tayabas. Le gouvernement local de la ville de Tayabas a joué un rôle clé dans la mise en œuvre du projet et a exprimé, par la médiation du maire, son intention de mobiliser des efforts pour mettre en œuvre le projet dans toute la ville. D'autres agents concernés par cette politique sont les agriculteurs locaux, les citoyens locaux (leurs femmes et leurs enfants), LAMBS Agrimechanical et l'administration des villages locaux.

Bénéficiaires

Les bénéficiaires du projet étaient les communautés de planteurs de cocotiers qui ont pu accéder à un service (l'éclairage) et garantir leurs moyens de subsistance, tout en empêchant la destruction des ressources dont ils ont besoin : les palmeraies. Les familles peuvent utiliser des batteries chargées à partir d'une source d'énergie propre (l'équipement hydroélectrique de la rivière), remplaçant les lampes à kérosène qu'elles utilisaient pour éclairer leurs foyers avant le projet. De même, le commerce de la fibre de noix de coco a donné aux habitants un moyen de subsistance alternatif et leur a permis d'interrompre des pratiques destructrices pour l'environnement. Le projet est censé réduire l'égavage illégal que les agriculteurs pratiquent dans les forêts voisines pour compléter leurs maigres revenus. Selon les estimations, le projet sauvera au moins 24 arbres par ménage qui adhère au projet (Manalo, 2008).

En termes de bénéfices sociaux, le projet a insisté dès le début sur le fait que les moyens de subsistance et la conservation environnementale relevaient de chaque membre de la communauté. Les groupes les plus démunis de la communauté ont été privilégiés et ont été les premiers à bénéficier du système d'éclairage dans leurs foyers. L'éclairage fourni aux foyers devait profiter à tous leurs membres de la communauté, indépendamment des revenus, de l'âge ou du genre. Les activités de subsistance étaient ouvertes aux deux sexes, de même qu'aux jeunes et aux personnes âgées qui ont aussi eu l'opportunité de travailler au traitement de la fibre.

Le projet tient compte de la culture existante et des normes de la communauté, les utilisant de manière favorable au projet et par conséquent à la population, puisque cette dernière offre sa force de travail pour soutenir le projet de manière volontaire et gratuite. Le projet respecte aussi l'organisation des villages et permet à la communauté de consulter ses leaders et les seniors sur chaque activité du projet.

Processus participatifs mis en œuvre

La participation proactive du groupe cible, les planteurs de cocotiers, est un élément essentiel du projet « Rivière, Fibre et Électricité » où l'implication a été organisée pour faire en sorte que les planteurs et leurs familles développent des capacités de production afin d'éviter une approche fondée sur l'assistantat. Dès le départ, la participation de la communauté a servi à identifier et à concevoir le projet en fonction de la demande. Toute la population – hommes,





femmes, séniors et enfants⁴ – a été consultée et écoutée dans une série de réunions et de consultations régulières.

Au départ, le projet a été conceptualisé en s'adressant à la population et en consultant les communautés afin d'identifier leurs besoins et le type de projet qui pourrait les aider à y répondre. Des réunions avec tous les groupes concernés (séniors, femmes et enfants) ont été organisées dans chaque village, en consultation avec les leaders des communautés. Grâce à cette série de réunions, la population s'est mise d'accord, pour convenir de la conception et des objectifs du projet.

La population elle-même s'est aperçue que le problème de fond de la communauté était la pauvreté et l'absence d'un moyen de subsistance alternatif. Fournir de l'électricité ou enseigner la préservation environnementale ne leur aurait pas donné une solution durable sur le long terme si on ne leur avait pas donné en même temps un moyen de subsistance alternatif. Lors des séances d'analyse AFOM (Atouts, Faiblesses, Opportunités, Menaces) et d'analyse des causes et effets, les habitants ont formulé eux-mêmes les objectifs et ont convenu que les activités durables soutiendraient leur accès à l'éclairage et leur permettraient de renoncer aux activités nuisibles à l'environnement. Ainsi, la stratégie de traitement de la noix de coco a été identifiée et approuvée par la population.

Les priorités du projet ont été fixées dans une série de réunions et de consultations avec les bénéficiaires qui ont discuté entre eux pour identifier leurs besoins. Identifier ceux qui bénéficieraient en priorité du système d'éclairage a constitué un problème important à résoudre. Celui-ci a été résolu en permettant que la communauté tranche sur la question: les plus pauvres seraient les premiers à bénéficier de l'électricité. Ces critères ont ensuite été soumis au vote de la population.

Après avoir établi les priorités, les leaders élus par les bénéficiaires ont aussi participé à la planification des détails de la mise en œuvre du projet. Ce projet garantit que les habitants des communautés participeront toujours à sa planification et à sa mise en œuvre : les représentants de la communauté sont des membres de l'équipe de gestion du projet qui planifie et exécute les activités du projet.

L'ONG partenaire LABB a été choisie pour guider les participants et apporter des suggestions. LABB a organisé la population qui a participé au projet, en fournissant une main d'œuvre gratuite pour la construction et l'installation de l'équipement. De plus, toutes les personnes intéressées ont été formées localement par les techniciens et LABB, y compris hommes, femmes et enfants. Il était essentiel que les activités de subsistance concernent à la fois les hommes et les femmes et, afin de garantir ces principes, LABB a effectué le suivi des activités, et est responsable de la gestion du projet jusqu'à son transfert total à la communauté.

Des processus de participation communautaire supplémentaires ont été mis en place en vue de soutenir le fait que le projet est fondé sur la demande . Le projet a été conceptualisé et mis en œuvre avec l'aide d'organisations partenaires , telles que, le gouvernement local, les

⁴ Les enfants ont pu participer aux aspects opérationnels du projet, et non aux aspects liés à la prise de décision.





organisations privées (LAMBS), une ONG de base (LABB), l'organisation de la communauté locale et l'université. Le projet a été financé par la Banque mondiale. Le partenariat a permis au projet d'utiliser les ressources de chaque organisation. Chaque organisation avait eu des expériences préalables dans le cadre de leurs activités, qui ont permis d'enrichir et de guider ce projet.

Processus d'institutionnalisation de la politique

Alors qu'aucune norme ou régulation n'ont été formulées pour encadrer formellement la politique à l'échelle locale à Tayabas au cours des années de la première expérimentation, le gouvernement local et le bureau du député provincial soutiennent maintenant la reproduction du projet par le biais d'instruments plus formels pour consolider son rôle au sein des stratégies de développement générales.

En outre, il convient aussi de souligner que l'agence du gouvernement central -l'Autorité de la Noix de Coco des Philippines - a aussi commencé à reproduire le projet dans ses programmes de développement de la fibre de noix de coco. D'autres ONG et agences internationales de développement (par exemple, la Peace and Equity Foundation, Conservation International, etc.) étudient actuellement le site du projet afin d'évaluer les possibilités de reproduction du projet dans d'autres endroits des Philippines.

Financement

De 2004 à 2005, la recherche et les réunions de consultation ont été financées par l'Université des Philippines à Los Baños. Ultérieurement, LAMBS Agrimechanical Inc. a apporté un financement supplémentaire pour cette première étape.

En 2006, la Banque mondiale a octroyé le financement initial afin de mettre en place un projet pilote. Le projet a reçu 20 000 dollars (Manalo, 2007). Les fonds étaient gérés par l'Université et ont permis de fournir le matériel, d'installer l'équipement et de former les participants de la communauté.

En 2007, le projet s'est vu décerner le prix St. Andrews de l'Environnement d'un montant de 50 000 dollars.

Principaux résultats et réussites

Les rapports disponibles sur le projet, présentant la vision des différents partenaires, indiquent que l'initiative a eu un impact très positif, en termes culturels, économiques et sociaux, sur la ville et les communautés ainsi que les groupes ciblés par la politique et par ses programmes d'égalité.

Dès le mois de mai 2007, 25 ménages étaient pourvu de l'éclairage électrique et 40 ménages vivaient du commerce de la fibre de noix de coco. Ce moyen de subsistance a rapporté trois fois plus de revenus que les moyens de subsistance existant auparavant et de nombreuses personnes ont cessé leurs activités de subsistance nuisibles à l'environnement. En 2007, le projet prévoyait une extension plutôt ambitieuse permettant d'atteindre au moins 100 000 ménages bénéficiaires pour les 10-15 années à venir, par le biais de deux stratégies : la réinjection d'argent issu de la vente de fibres dans le projet et en doublant le nombre de bénéficiaires tous les 18 mois (Baroña-Cruz, 2007). D'autres groupes sont aussi encouragés à





reproduire le projet. L'Autorité de la Noix de Coco des Philippines dans la région est en train d'adopter l'approche de ce projet dans ses programmes.

Grâce à des objectifs unanimement partagés par tous les membres de la communauté et à des processus participatifs communs de prise de décision et de mise en œuvre, le projet a réussi à coordonner les efforts des membres de la communauté et des organisations partenaires.

Les institutions qui ont fait des progrès grâce au projet sont les institutions du village telles que le gouvernement municipal et l'organisation des bénéficiaires. Outre une sensibilisation accrue aux questions environnementales, elles s'intéressent particulièrement à la participation et à la consultation dans leurs processus de prise de décision et ont appris à utiliser des outils d'évaluation participative. Le processus participatif a permis à la communauté locale d'évaluer ses ressources, ses problèmes et ses opportunités afin d'agir pour son propre bénéfice.

Le conseil municipal et le bureau du député provincial ont soutenu le projet en fournissant les machines et l'équipement. Le financement opérationnel est issu de la vente de l'excédent de fibre de noix de coco sur le marché.

Les produits en fibre obtenus grâce au projet sont vendus à des entreprises sous contrat. Un grand nombre d'entreprises souhaitent acheter des fibres de coque de noix de coco et la demande est bien supérieure à l'offre. La fibre de noix de coco est un matériel populaire utilisé dans des projets de conservation et dans la fabrication de produits qui respectent l'environnement. La vente de la fibre de noix de coco générée par le projet est assurée par le biais d'un accord passé avec l'acheteur de fibre qui offre le meilleur prix d'achat. Le prix garantira des marges suffisantes pour soutenir financièrement le projet, entretenir l'équipement, etc. Une partie des bénéfices reviendra à l'organisation de la population locale.

Travailler avec les moyens locaux a permis au projet de soutenir ses activités sans l'apport d'une contribution extérieure trop importante. La disponibilité des ressources et des matériaux dans les zones locales concernées a été prise en compte dès le début pour formuler les activités de subsistance. Les rivières de la région ont été utilisées comme une source d'électricité propre. Les écorces de noix de coco utilisées dans le traitement de la fibre fournissent un moyen de subsistance fiable aux planteurs.

Dans une certaine mesure, la politique a attiré l'intérêt d'un large public lié à la production de noix coco et à cette filière dans d'autres endroits.

La fibre et le fil issu de l'écale de noix de coco servent traditionnellement à la fabrication de meubles et autres articles de ménage. Elle est aussi utilisée sous forme de maille sur les pentes des montagnes pour empêcher l'érosion du sol, pour stabiliser les rives des rivières et pour protéger les jeunes plants de l'eau des pluies (Baroña-Cruz, 2007). La fibre de coco mélangée au béton est aussi utilisée pour fabriquer des habitations bon marché à Zamboanga City (PCA-Zamboanga Research Center, sans date). Ainsi, les usages potentiels de la fibre de noix de coco sont variés et de plus en plus diversifiés. Dans ses programmes, l'Autorité de la Noix de coco des Philippines s'est engagée dans la promotion de la diversification des usages de la fibre de noix de coco (Philippine Coconut Authority, 2000).





Principaux obstacles

Aucune difficulté spécifique n'a été signalée au cours du suivi du projet. Les obstacles initiaux rencontrés étaient principalement dus à l'isolement physique et aux mauvaises infrastructures du site, qui ont rendu difficile la distribution de l'équipement et l'installation de celui-ci.

Réplicabilité ou adaptation de la politique dans d'autres contextes

La politique illustre un mécanisme très efficace d'implication de la communauté, de production économique et de durabilité environnementale qui peut être reproduit uniquement si ses principes sont adaptés au contexte. Dans ce cas précis, la filière de commercialisation de la noix de coco a été déterminante pour que les fermiers adoptent ces processus et a permis la création de « capacités de production » au sein des communautés des planteurs de cocotiers des Philippines. Ces possibilités et ces processus ont été identifiés et favorisés avec le soutien de chercheurs universitaires et du gouvernement local. Les concepts qui ont permis la construction de la politique et sa mise en œuvre ont été bien conçus et élaborés en tenant compte de certains aspects complémentaires de la chaîne de production de la noix de coco et ses interconnexions. Grâce à la technologie, au travail bénévole et aux synergies entre les différents secteurs, ce projet a pu choisir le cycle de production dans un contexte spatialement proche (sans déchets ou sans dégâts pour l'environnement). Si les conditions sont créées pour reproduire un cycle similaire, la politique peut être répliquée avec succès dans d'autres contextes.

RÉSUMÉ

Cette politique, mise en place dans la ville de Tayabas, vise à réduire la pauvreté par le biais de la génération de revenus, la création d'emplois et l'accès à l'électricité pour les planteurs de cocotiers qui vivent sur les pentes du mont Banahaw de la province de Quezon, un volcan situé à la frontière de Laguna et Tayabas (province de Quezon).

Du fait des contraintes physiques et financières que subissent les planteurs de cocotiers, comme l'éloignement et la pauvreté, des activités nuisibles à l'environnement ont été conduites pour survivre et de grandes quantités de noix de coco ont été rejetées, laissées pourrir, ou brûlées comme combustible. Ces communautés manquent aussi de services de base comme l'accès à l'électricité et, par conséquent, à l'éclairage. Cependant, les territoires où vivent ces planteurs de noix de coco sont riches en ressources hydriques comme les rivières et les cours d'eau.

La politique ou le projet décrit visait à développer une alternative innovante et rentable, en utilisant les courants des rivières pour générer une électricité propre grâce à un petit barrage installé au mont Banahaw qui, à son tour, fournit l'énergie à une installation de recharge de batteries. Les batteries et les ampoules électriques ont été distribuées pour l'électricité des ménages dispersés dans la montagne, améliorant ainsi la qualité de vie des planteurs de cocotiers. Les bénéficiaires des systèmes d'éclairage et des batteries ont reçu une formation pour le traitement de la fibre de noix de coco. Le tressage de la fibre et les machines à tissage ont été distribuées et installées et les bénéficiaires produisent déjà des filets en noix de coco.





Dès le mois de mai 2007, 25 ménages étaient pourvu de l'éclairage électrique et 40 ménages vivaient du commerce de la fibre de noix de coco. Ce moyen de subsistance a rapporté trois fois plus de revenus que les moyens de subsistance existant auparavant et de nombreuses personnes ont cessé leurs activités de subsistance nuisibles à l'environnement. En 2007, le projet prévoyait une extension plutôt ambitieuse permettant d'atteindre au moins 100 000 ménages bénéficiaires pour les 10-15 années à venir, par le biais de deux stratégies. L'Autorité de la Noix de Coco des Philippines dans la région est en train d'adopter l'approche de ce projet dans ses programmes.

La politique s'est révélée être un mécanisme très efficace d'implication communautaire, de production économique et de durabilité environnementale, qui, cependant, ne peut être répliquée si ses principes ne sont pas adaptés au contexte. Les concepts qui ont permis la mise en place du projet ont été bien conçus et planifiés en lien avec plusieurs aspects complémentaires et interdépendants de la chaîne de production de la noix de coco et la disponibilité des marchés. La technologie, le travail bénévole et les synergies entre différents secteurs ont permis de créer une chaîne de la fibre de noix de coco durable, sans déchets ou dégâts pour l'environnement, et dans le cadre d'un cycle de production économique géographiquement concentré. La filière de commercialisation de la noix de a été déterminante pour que les fermiers adoptent ces processus et a permis la création de « capacités de production » au sein des communautés des planteurs de cocotiers des Philippines, identifiées et garanties par le biais de la recherche universitaire et du gouvernement local. S'il existe des possibilités de reproduire ce cycle et ce mécanisme, la politique pourra être répliquée avec succès dans d'autres contextes.

Pour plus d'informations :

Dr. David Manalo

Institut des Systèmes agraires et des Ressources du Sol, Université des Philippines à Los Baños

Adresse : Pili Drive, Université des Philippines à Los Baños

Email : davemanalo@gmail.com

Comité d'Inclusion sociale, de Démocratie participative et des Droits de l'homme de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU):

TLF : + 34 93 342 87 70

<http://www.uclg.org/cisd/>

Sites web officiels :

Site web de la Ville de Tayabas : <http://philippinegovernment.org/tayabasph/> ou <http://tayabas.ph/>

Autorité de la Noix de Coco des Philippines : <http://www.pca.da.gov.ph/>





Remerciements / Crédits

Ce cas a été étudié et rédigé par Manuela Gervasi sous la supervision du Dr. Giovanni Allegretti du Centre d'Études sociales de l'Université de Coimbra (Portugal) en 2010.

Références bibliographiques

- Capuno, J.J., 2008-09, *A case study of the decentralization of health and education services in the Philippines*. HDN Discussion Paper Series. Philippine Human Development Network. URL: http://hdn.org.ph/wp-content/uploads/2009/05/dp03_capuno.pdf
- Baroña-Cruz, M.L.J., 2007 (April-June), Clean power project wins environment prize, *Horizon (University of the Philippines Los Baños)*, 9(2), 1.
- Manalo, D., 2007, River power and coconut fiber: The business of bringing light and life to poor coconut farmers in mountainous areas, *Business in Development Network*. URL: <http://www.bidnetwork.org/page/15293/en#poster>
- Manalo, D., 2008, Coconut husks will bring light, power to remote Philippines farmers, *Hopebuilding Wiki*. URL: <http://hopebuilding.pbworks.com/w/page/19222367/Coconut-husks-will-bring-light,-power-to-remote-Philippines-farmers>
- National Statistics Office (NSO), Republic of the Philippines, 2010. URL: <http://www.census.gov.ph>
- PCA-Zamboanga Research Center, [no date], *Coconut Fiberboard*. Quezon City: Philippine Coconut Authority. URL: <http://www.pca.da.gov.ph/pdf/techno/fiberboard.pdf>
- Philippine Coconut Authority, 2000, *Coconut Technologies*. URL: <http://www.pca.da.gov.ph/techno.php>
- United Cities and Local Governments, 2008, *First Global Report on Decentralization and Local Democracy* (GOLD Report). Barcelona: UCLG.
- United Cities and Local Governments, 2010, *Local Government Finance: The Challenges of the 21st Century. Second Global Report on Decentralization and Local Democracy*. Barcelona: UCLG
- UN-Habitat, 2008, *Best Practices Database in Improving the Living Environment*. URL: <http://www.unhabitat.org/bestpractices/2008/mainview04.asp?BPID=1996>

